

Le pouvoir aux travailleurs

28 mars 2004

N° 105

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- UN MASSACRE QUI EN DIT LONG SUR LA NATURE DU REGIME	2
- L'HISTOIRE D'UNE TRAGÉDIE	3 - 5
- LA HAINE ETHNIQUE EST TOUJOURS LA !	5 - 6
- LES RUMEURS D'ATTAQUES INTER-ETHNIQUES PROVOQUENT DES AFFRONTLEMENTS QUI FONT PLUSIEURS BLESSES	6 - 7
- MARCHÉ DU 25 MARS : BARRAGES INTER-QUARTIER, MOYEN DE RACKET ET DE TUERIE	7
- TERREUR SUR ABOBO SAGBÉ	8
- BÂTIMENT : EKACICO, LA MOBILISATION A PAYE	8 - 9
- UN POUVOIR INCAPABLE DE RESOUDRE LA QUESTION DE LA TERRE	9
- AVEC L'"IVOIRISATION" DES EMPLOIS, LA XENOPHOBIE A UN AVENIR ASSURE	10
- IL Y A DIX ANS DÉBUTAIT LE GÉNOCIDE RWANDAIS	11 - 12

UN MASSACRE QUI EN DIT LONG SUR LA NATURE DU REGIME

Le jeudi 25 mars 2004, à Abidjan et ses environs, des dizaines de personnes ont été massacrées, tuées comme des chiens, par les forces armées régulières au service de Gbagbo.

Quels crimes avaient donc commis ces pauvres gens, pour mériter un tel sort ? Celui d'avoir répondu à l'appel à la manifestation lancée par des dirigeants du PDCI et du RDR ? Celui d'être dioulas ou originaire du Nord ? Toutes ces malheureuses victimes ont été tuées dans les quartiers populaires par des forces armées assassines et xénophobes, au service d'un pouvoir dictatorial ! Au lendemain de ce massacre, alors que les gens pleurent leurs morts, Gbagbo pousse le cynisme jusqu'à exprimer à l'endroit de ces massacreurs ses *"vives félicitations pour le sang-froid avec lequel ils se sont acquittés de leur devoir"*.

Pendant que la radio et la télé diffusent des spots appelant *"les ivoiriens à désarmer les coeurs et les esprits"*, combien d'innocentes victimes continuent d'être torturées et tuées dans les commissariats et les casernes ?

Après de telles atrocités, s'ajoutant à celles perpétrées dans le passé récent, comment croire que ce pays puisse sortir du cycle de violence dans lequel il est entré depuis quelques années ?

Les temps qui viennent n'augurent rien de bon pour les populations pauvres de ce pays. Les dirigeants politiques opposés à Gbagbo et qui réclament son départ ne valent pas mieux que lui. De plus, l'acharnement avec lequel les partisans de Gbagbo se maintiennent au pouvoir, c'est avec le même acharnement qu'ils tenteront d'y revenir un jour, comme, d'ailleurs, ses adversaires actuels, si ceux-ci arrivent à l'en déloger.

La classe ouvrière doit se méfier comme de la peste de toutes ces crapules cravatées qui sèment la mort et la haine dans leur compétition pour le pouvoir. Tous ces dirigeants du FPI, du PDCI, du RDR et consorts comptent parmi les pires ennemis des travailleurs et sont tous des fidèles serviteurs des intérêts des riches dont ils font eux-mêmes partie !

L'HISTOIRE D'UNE TRAGÉDIE

Le régime de Gbagbo a donc mis à exécution ses menaces d'empêcher la tenue de cette manifestation appelée par le PDCI, le RDR et leurs alliés. Les forces armées ont tué des dizaines, peut-être des centaines de personnes. Le bilan macabre n'est pas encore définitif.

Les faits sont là. Ce n'est pas parce que la manifestation devait converger sur la Place de la République qui posait problème à la dictature au pouvoir. C'est la manifestation elle-même. Voilà pourquoi, ces assassins au service de Gbagbo ont quadrillé les quartiers populaires et empêché tout rassemblement dans le sang, tuant et terrorisant des gens jusque dans leur cour.

A l'origine de cette marche, la mangeoire...

Ce n'est pas d'aujourd'hui que les opposants à Gbagbo qui participent malgré lui dans son gouvernement se plaignent de ne pas pouvoir placer leurs propres partisans dans les structures liées à leurs ministères. Après tout, tous ces dirigeants de partis politiques, depuis le FPI jusqu'au PDCI, en passant par le RDR et autres Forces Nouvelles, ont en commun de lutter dans l'objectif d'obtenir quelques postes juteux pour eux et leurs clans respectifs où ils pourront s'enrichir. Tout le blabla sur leur prétendue différence n'est que pur boniment.

C'est ainsi que le PDCI qui détient le ministère lié aux "infrastructures", dont le Port Autonome

d'Abidjan, estime que la direction de cette importante structure lui revient de droit. Ce que le FPI n'entend pas céder. C'est ainsi que l'occasion a été toute donnée au PDCI de suspendre sa participation au gouvernement de Seydou Diarra.

... et les élections de 2005 qui se profilent à l'horizon

Si le FPI est en campagne électorale pour les présidentielles depuis longtemps, ce n'est pas le cas pour ses adversaires du PDCI, du RDR et consorts. De plus, si les élections se tiennent, le FPI ne veut surtout pas les perdre parce qu'il ne veut pas lâcher le pouvoir qu'il détient. Houphouët, Bédié ou Guei, lorsqu'ils détenaient respectivement le pouvoir, en leur temps se comportaient de cette même façon. Or, les autres prétendants au pouvoir ne sont pas prêts à laisser Gbagbo monopoliser le pouvoir.

Une coalition se dessine

L'occasion était toute trouvée pour Bédié, Ouattara et compagnie, de boycotter le gouvernement de coalition dans lequel leurs partis participent, en présentant évidemment leur propre lecture des accords de Linas-Marcoussis. L'objectif inavoué de cette coalition étant évidemment de déstabiliser le pouvoir de Gbagbo que l'arrivée prochaine des casques bleus en Côte d'Ivoire risquait en plus de consolider.

Une manifestation que le régime FPI ne pouvait pas accepter...

un massacre prémédité

Les dirigeants des partis politiques savaient tous, à commencer par Gbagbo, Affi N'Guessan et consorts que si les partisans de Bédié, de Ouattara, de Guei s'installaient une seule fois dans la rue, ils n'allaient plus la quitter jusqu'au départ de Gbagbo du pouvoir. Cette fois-ci, les cris des manifestants n'auraient pas été "Gbagbo voleur!", comme cela a été le cas, à juste raison, pour Bédié en 1999. Mais les cris ressembleraient plus probablement à "Gbagbo assassin!" "Gbagbo dictateur!" Voilà pourquoi le régime FPI ne pouvait prendre le risque de laisser cette manifestation se tenir. Il leur fallait coûte que coûte interdire toute manifestation de rue qui risquait de sonner le glas du pouvoir FPI. C'est ainsi que Gbagbo a interdit toute manifestation par décret, alors que le PDCI et ses alliés avaient déjà annoncé la date de la manifestation.

Affi N'Guessan avait exigé la "fermeté du gouvernement", d'empêcher "l'anarchie de s'installer" et de faire respecter "la loi et l'ordre". On l'a vu, avec quelle "fermeté" les forces armées fidèles au FPI ont tué, massacré d'innocentes victimes.

Le PDCI, le RDR et les Forces Nouvelles enfoncent le clou

L'occasion était belle pour le RDR et ses alliés pour suivre le PDCI et suspendre en bloc leur participation au gouvernement de Seydou Diarra. Mais ils ne s'en tiennent pas seulement à ça. Depuis lors, ils continuent chaque jour à appeler leurs partisans à manifester. Même si aucune manifestation de l'opposition n'a eu lieu depuis lors, le seul fait d'appeler à une manifestation

suffit aujourd'hui pour paralyser Abidjan et son activité économique, tellement la population est traumatisée par les événements du 25 mars. C'est là, vraisemblablement, l'objectif sciemment recherché par les opposants de Gbagbo, pour tenter de l'affaiblir.

Une dérive ethnique se profile de nouveau à l'horizon

Avec les massacres du 25 mars, l'affaire risque à nouveau de prendre un caractère ethnique. Déjà dans les quartiers populaires, des rumeurs folles circulent d'un côté comme de l'autre. Les cours sans portail sont désertées la nuit. Les habitants craignant un règlement de compte ethnique, voire des provocations, après les tueries du jeudi. Les quartiers s'organisent par affiliation ethnique, aggravant ainsi la situation déjà tendue.

Aujourd'hui, plus que jamais, une dérive opposant des groupes ethniques les uns contre les autres est à craindre. Le pays risque de rentrer pour une longue période dans une division ethnique. Et dans sa lutte pour conserver le pouvoir Gbagbo et sa bande n'hésitent pas à s'appuyer sur les sentiments ethnistes et xénophobes même s'ils affirment le contraire. S'ils parviennent à entraîner de plus en plus de gens dans cet engrenage ce sera une vraie catastrophe pour les populations pauvres et la classe ouvrière de ce pays. La Côte d'Ivoire d'aujourd'hui n'est pas encore le Rwanda d'il y a dix ans où en cent jours l'exacerbation des sentiments ethniques s'était soldée par des centaines de milliers de morts. Mais de dérives en dérives on pourrait très vite en prendre le chemin.

Et l'armée?

Les forces armées régulières constituent-elles une solution pour le FPI, quand on sait que la hiérarchie y est elle-même divisée, justement à cause de la haine ethnique qui mine ce pays? Sans oublier que les forces armées du temps de Bédié lui étaient fidèles jusqu'au jour où en 1999 un coup d'Etat l'a balayé, venu de cette même force armée. Aujourd'hui, le problème est du même ordre pour Gbagbo. En tout cas, lui, il semble le craindre, puisqu'il a non seulement fait venir une troupe togolaise pour le protéger mais il se méfie même des résidences officielles qu'il semble désert.

Quant à la "société civile", pour parler de la bourgeoisie, petite et grande, des dirigeants d'institutions chrétiennes, d'ONG et associations en tout genre, tous ceux-là soutiendront Gbagbo tant qu'ils auront le sentiment que ce celui-ci fait leur affaire. Mais si les choses arrivaient à se dégrader comme on peut le craindre, ils chercheront à changer de cheval, surtout s'ils trouvent une solution de rechange ailleurs. Car ce que veut la bourgeoisie locale c'est la calme pour

continuer de s'enrichir comme par le passé.

Quant à l'impérialisme, notamment l'impérialisme français, il est clair que Chirac et compagnie qui, jusqu'à nouvel ordre, soutiennent Gbagbo ne voient pas nécessairement d'un bon oeil les atrocités commises par ce régime, non pas pour des raisons morales, mais surtout parce que de toute évidence ces atrocités ne résolvent pas la situation du point de vue des intérêts impérialistes. Elles l'aggravent plutôt. Ont-ils une solution de rechange? Il faut croire que Paris n'en voit pas dans l'immédiat, sauf peut-être d'"internationaliser" la crise et d'impliquer d'autres Etats dans sa gestion comme cela a été le cas au Libéria voisin.

Quelle que soit l'issue de cette crise, elle laissera des traces profondes au sein de la population de ce pays. Et c'est dans ce genre de situation qu'il est plus que jamais vitale qu'existe au sein de la classe ouvrière des militants et des militantes qui maintiennent contre vents et marées les idées prônant l'unité des exploités face à leurs exploités par delà l'appartenance ethnique, régionale, nationale ou religieuse.

<h3>LA HAINE ETHNIQUE EST TOUJOURS LA!</h3>

La marche du jeudi a été l'occasion de voir que la haine entre les ethnies est latente. A Koumassi, voilà des jeunes de l'ethnie bété qui, par provocation, viennent construire un barrage devant la cour de leur voisin de quartier, des dioulas. Un membre de cette cour le leur interdit. Il leur demande de le faire en face de chez eux car il ne veut pas avoir de

problèmes avec la police. Ils vont alors le dénoncer comme un marcheur, militant du RDR. Il est aussitôt arrêté par la police.

Ironie du sort, ce jeune dioula est le seul supporter de Gbagbo de sa cour.

Les parents du jeune, après des recherches infructueuses dans des commissariats, vont se plaindre à la

Avec toutes ces personnes qu'on retrouve mortes, leur inquiétude est légitime. En réponse, ils reçoivent à deux heures du matin, la visite des policiers. Ceux-ci escaladent le mur, jettent des grenades lacrymogènes dans la cour. Ils font sortir tout le monde et bastonnent les jeunes qu'ils ont trouvés là. Heureusement aux dernières nouvelles, le jeune enlevé, a été retrouvé vivant à la gendarmerie d'Adjamé.

Gbagbo et ses partisans aiment bien dire que l'Etat ivoirien sous leur houlette est un "Etat de droit". C'est bel et bien une dictature. Comment de soi-disant "forces de l'ordre" peuvent escalader des murs comme des voleurs? Si à Koumassi, cela se passe ainsi, que

dire des populations d'Abobo où les violations fréquentes de domicile surtout dans des quartiers précaires sont monnaie courante? Les personnes qui sont enlevés chez eux par la police, sur une simple calomnie ou dénonciation méprisante sont nombreuses et la plupart ne seront plus retrouvées. Le nombre de personnes disparues pour ne pas dire assassinées peut se chiffrer par centaines.

La haine ethnique semée dans la population par des politiciens a fait que les relations entre les populations d'origines différentes sont à nouveau tendues. Les jours à venir n'augurent rien de bons dans les quartiers pauvres.

**ABOBO "DERRIÈRE LES RAILS" LES RUMEURS D'ATTAQUES
INTER-ETHNIQUES PROVOQUENT DES AFFRONTMENTS
QUI FONT PLUSIEURS BLESSES.**

Le lendemain de la marche du 25 mars dernier, des rumeurs persistantes ont parcouru tout le quartier. Elles faisaient échos d'attaques du quartier. Au début, on a appris que des militaires se préparaient à faire une descente musclée pour démasquer des soi-disant assaillants qui se seraient réfugiés dans le quartier. Mais au fur et à mesure que la nuit tombait, les propos divergeaient. Tantôt c'était les gens venus de la commune soeur d'Ayaman, tantôt c'était la communauté musulmane du quartier qui voulait se venger. Au même moment, les mêmes rumeurs couraient dans la même communauté musulmane pour dire que c'était les autres groupes ethniques qui voulaient l'exterminer.

Vu la persistance des rumeurs, il y eut quelques rencontres entre les

responsables des différentes communautés. Mais cela ne suffit pas à désamorcer la bombe des rumeurs. Ainsi, pendant la nuit, les rondes furent organisées par des groupes de jeunes. Il faut signaler que la composition des groupes de surveillance était déjà source de division. Les groupes ethniques appelés communément "dioula" étaient tous d'un côté et tous les autres de l'autre côté. Le matin on apprit que trois jeunes musulmans apprentis "gbakas" ont été battus par les autres groupes de surveillance pour ensuite être conduits au camp commando d'Abobo avec l'accusation d'être des assaillants. Ces derniers reconnus non coupables par les gendarmes ont été mis en liberté ce même jour dans l'après midi.

Cette mise en liberté fut encore

source de rumeurs car les commanditaires de l'agression sauvage de la nuit précédente, pris de peur que leurs victimes ne se vengent, ont commencé à véhiculer encore d'autres fausses nouvelles. Cette fois-ci, une importante réunion fut organisée dans le quartier. Presque tous les dignitaires des différents groupes ethniques étaient présents, il y avait aussi deux des blessés de la veille. Les organisateurs de la réunion n'étaient autres que les commanditaires de l'agression. Ils se sont mués en rassembleurs, en réconciliateurs appelant tout le monde au calme et à la retenue. Il fut demandé au cours de cette rencontre que les différents chefs communautaires désignent des jeunes pour qu'ensemble il soit constitué des groupes de

surveillance.

La communauté musulmane a au cours de cette rencontre voulu savoir qui est responsable de cette agression afin que le linge sale soit lavé sur place. Mais comme les commanditaires étaient en même temps les responsables organisateurs de la réunion, ils ont tout fait pour que cette question soit esquivée.

Aujourd'hui la situation reste toujours tendue car malgré le calme précaire qu'observe le quartier, les différents groupes de surveillance sont faits sur les mêmes critères de "dioula et non-dioula".

C'est dire combien les idées xénophobes, ethnistes peuvent entraîner les pauvres gens à se massacrer mutuellement.

MARCHE DU 25 MARS: BARRAGES INTER-QUARTIER, MOYEN DE RACKET ET DE TUERIE

Pendant et après la marche du 25 mars, la population de la commune d'Abobo était confrontée à plusieurs problèmes. Elle subissait d'un côté la violente répression de l'armée réquisitionnée par le président. De l'autre côté, les barrages érigés par les jeunes pour sécuriser leurs quartiers vont très vite se transformer en des points de rackets et surtout d'insécurité.

Dans le sous quartier d'Abobo appelé "Avocatier" les habitants étaient interdits de sortir toute la journée du lendemain et le quartier était aussi

interdit aux visiteurs. C'est effectivement dans ce secteur que se trouve le commissariat du 32ème Arrondissement dont deux éléments furent abattus le jour de la marche. Et c'est pour venger les policiers que des barrages vont être posés sur toutes les issues menant au quartier. Si pour les uns il leur est exigé de déposer des pièces avant de passer, pour d'autres, surtout ceux qui ont des noms à consonance du nord considérés tous aujourd'hui comme des "assaillants", ce sera des embuscades, des guet-appends où ils vont passer de vie au trépas.

TERREUR SUR ABOBO SAGBÉ

Il pleuvait des balles la journée du 25 mars dernier sur "Abobo Derrière Rail". Si les toits en ont reçu une bonne ration, les hommes aussi n'ont pas été en reste.

C'est le cas de cette fillette de 11 ans dont le nez a été éraflé par une balle au moment où elle tressait sa soeur devant leur porte. On peut aussi citer le cas de cette dame et de son bébé de 2

ans qui ont été blessés par une balle venant de nulle part. Des cas de ce genre, le centre de santé communautaire de Sagbé en a reçu plusieurs. Les "forces de l'ordre et de sécurité" pour ne pas dire "forces de la terreur et du désordre" ont partout tiré à balles réelles faisant de nombreuses victimes y compris parmi des personnes, adultes et enfants, qui n'avaient rien à avoir dans quoi que ce soit.

BÂTIMENT : EKACICO, LA MOBILISATION A PAYE

EKACICO est une entreprise de construction dans le bâtiment. C'est elle qui a en charge la construction du nouveau centre de santé d'Adjamé. Pour l'amélioration de leurs mauvaises conditions de travail et le respect du "smig", les travailleurs de cette entreprise ont le premier de ce mois, adressé une liste de revendications à leur direction. Cette liste de revendications était composée de 11 points. Mais comme d'habitude, la direction fit la sourde oreille aux revendications. N'ayant pas répondu à leurs doléances dans les limites du délai donné, les travailleurs ont marqué un arrêt de travail le mardi 9 mars. Cette date était choisie en fonction de son importance pour le chantier. En effet, c'est tous les mardis que les agents du Bnetd (Bureau national d'étude technique et de développement) viennent visiter et faire le point des travaux. Ce jour, très tôt le matin les travailleurs bloquèrent l'entrée principale du chantier, interdisant ainsi l'accès du chantier aux véhicules.

Le chef chantier à son arrivée, se comporta comme un vulgaire voyou en escaladant la clôture. Une fois sur le chantier, il voulut forcer la porte du magasin pour faire sortir le matériel de travail. Mais il s'est rendu vite compte que les travailleurs sont organisés car il fut enfermé dans ce magasin pendant une dizaine de minutes. Il n'a même pas eu honte d'appeler à son secours ses petits amis des "black tigers" (des sortes de loubards). Ce sont ces derniers qui ont fait sauter les cadenas et maintenu le portail ouvert.

C'est par la suite que la direction engagea la négociation sur les principaux points de revendications. Mais au final les travailleurs n'obtiendront seulement qu'une augmentation de salaire de 33% pour les manoeuvres qui passent de 1500F à 2000 F par jour et les ouvriers de 15% passant ainsi de 3000F à 3500 F par jour.

Quant aux autres points de revendications surtout le rappel salaire,

la direction a demandé aux travailleurs de saisir l'inspection de travail.

Ce fut une petite lutte avec une petite victoire mais elle a redonné

confiance aux travailleurs de ce chantier qui on bien compris que seulement c'est par la lutte qu'ils obtiendront gain de cause.

UN POUVOIR INCAPABLE DE RESOUDRE LA QUESTION DE LA TERRE

Gbagbo, en conseil des ministres, est revenu sur sa décision de faire passer coûte que coûte la révision de la loi sur le foncier rural en referendum. Il prétend que cette loi finalement ne concerne que 72 personnes physiques et 40 sociétés. Donc de ce fait selon lui, cette loi peut être modifié par l'Assemblée National sans recourir à un referendum.

Le problème de la terre en Côte d'Ivoire est un réel problème. Et le pouvoir public s'est toujours montré incapable, laissant les chefs de tribus prendre toujours des décisions à leur guise quand surgissent des problèmes. Partout où des cas litigieux se sont présentés, les plus faibles se sont faits massacrer par les autres. Et ces affrontements se soldent par des drames. Donc ce n'est pas une question de référendum ou pas qui le résoudra aujourd'hui.

Depuis 1998, l'Etat, encouragé par la banque mondiale a fait des timides tentatives en son temps de mettre en place des nouvelles lois. Ces tentatives

ont échoué face au refus des chefs de tribus. Ces derniers soupçonnaient l'Etat de vouloir leur arracher des terres dans l'intérêt de la grande bourgeoisie terrienne. Leur crainte était fondée. C'est par la suite, qu'un projet de texte qui n'était ni contre les propriétaires traditionnels de terre ni une réforme à proprement parler a été envisagé. C'est de cette loi aujourd'hui qu'il est question.

Et si Gbagbo a parlé de referendum c'est seulement pour geler le temps car il est conscient tout comme ses prédécesseurs et ceux qui sont aujourd'hui opposés à lui, sont incapables de résoudre ce problème de foncier rural. Accomplir des réformes équitables pour tous dans ce domaine suppose un pouvoir démocratique, une autorité bénéficiant de la confiance des petits paysans de toutes les communautés rurales. Ce régime actuel est aux antipodes puisque la base sur laquelle il s'appuie est une couche de notables parasites hostile à tout changement de situation.

**AVEC L'IVOIRISATION DES EMPLOIS,
LA XENOPHOBIE A UN AVENIR ASSURE**

Par un arrêté du 19 février, les autorités ivoiriennes ont décidé de procéder à l'ivoirisation des emplois. Ce sont les ministres Hubert Oulaye pour la fonction publique et Bohoun Bouabré pour l'économie et les finances qui ont signé ce texte.

Selon ce texte, "toute demande de visa de contrat au profit d'un travailleur non ivoirien doit être accompagnée d'un plan d'ivoirisation du poste".

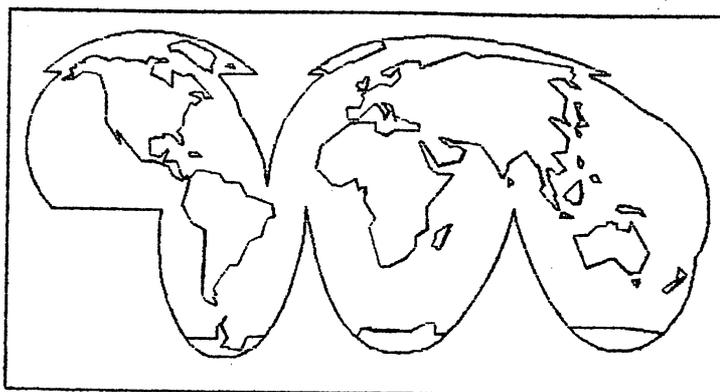
Désormais, pour un visa de travail à un employé d'origine étrangère, chaque employeur est tenu de proposer un "plan d'ivoirisation dans lequel il est tenu de s'engager à transmettre le poste en question à un ressortissant ivoirien

dans le délai n'excédant pas deux ans.

Ce texte est inacceptable car il constitue une véritable déclaration de guerre à l'encontre des non ivoiriens. Il s'inscrit dans la lignée de "l'ivoirité" qui a servi à alimenter la campagne de xénophobie débouchant sur les massacres ethniques et les déportations de populations.

Aucun travailleur ne doit se comporter en complice de ce nouveau poison déversé par les irresponsables qui gouvernent ce pays. La haine ethnique, le tribalisme et la xénophobie sont des sentiments indignes des êtres humains.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

Il y a dix ans débutait le génocide Rwandais

Le 7 avril 1994, l'avion du président Rwandais Juvenal Habyarimana a été abattu d'un tir de missile à proximité de l'aéroport de Kigali. Outre le président Rwandais, l'avion transportait également son homologue Burundais Cyprien Ntaryamira ainsi qu'un équipage français en "service commandé". Qui a tiré le ou les missiles? Des mercenaires "blancs", des extrémistes hutus (l'ethnie des deux chefs d'Etat à bord de l'avion), des rebelles du FPR, actuel parti au pouvoir? L'énigme n'est pas résolue. Mais cet attentat déclenche un véritable génocide dans le pays. En moins de 100 jours, près d'un million de Tutsis et de Hutus modérés (partisans d'un gouvernement de cohabitation) vont être éliminés à coups d'armes automatiques et de machettes par les partisans d'Habyarimana. Le régime du dictateur bénéficiait du soutien de la France et Habyarimana était un ami personnel de Mitterrand. Les militaires et gendarmes français étaient présents dans le pays aux côtés de leurs homologues locaux qu'ils armaient et encadraient.

Depuis le début des années 90, plusieurs dizaines de milliers d'hommes armés ainsi que des milices extrémistes hutus (les Interahamwe) menaient une chasse à l'homme contre les membres de l'ethnie Tutsi minoritaire dans le pays. Les notables haut placés couvraient les massacres. Des scènes d'exactions selon l'appartenance ethnique se déroulaient chaque jour sans que les grandes puissances en particulier la France et la Belgique (ancien pays colonisateur du Rwanda) n'y trouvent à redire. Les grands journaux et surtout la

"Radio mille collines", déversaient sans relâche leur dose de haine ethnique et leurs appels au meurtre quotidiens.

Aux premiers jours du génocide une grande partie des militaires français ont laissé la place aux casques bleus de l'ONU. Dans le même temps les attaques du FPR, une armée de résistance tutsie entraînée à partir de l'Ouganda, bénéficiant d'une sorte d'approbation des USA, ont fini par renverser le régime de Kigali. Leur chef, Paul Kagamé, est actuellement à la tête du Rwanda. Ce nouveau régime est une dictature.

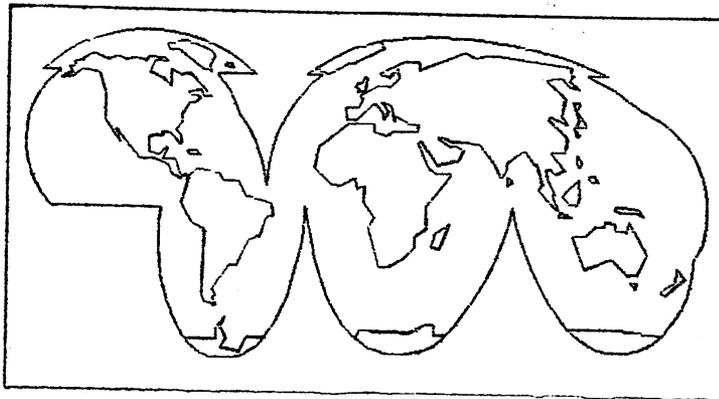
Sous prétexte de sécuriser ses frontières, le Rwanda occupe militairement une partie du RDC voisin (ex Zaïre). Il a contribué à la chute du régime de Mobutu en soutenant militairement la rébellion armée dirigée par Laurent Désiré Kabila. Ce soutien n'était pas désintéressé puisque depuis cette époque, Kigali garde la haute main sur l'exploitation des diamants dont le sous sol de cette région regorge.

Toute cette partie de l'Afrique, le pays des grands lacs, a basculé dans l'instabilité et les conflits ethniques inextricables dirigés par des chefs de guerre qui règnent en maîtres sur les territoires qu'ils contrôlent. Les richesses, diamants, or, minerais rares, continuent à être écoulées vers les marchés occidentaux. Les armes suivent un chemin inverse. Les populations n'ont jamais eu droit à autre chose qu'à mener une existence misérable. Ce dénuement ne cesse de s'aggraver puisque la loi, ne serait-ce que celle des Etats centraux, a cessé d'être appliquée dans les régions

de non droit échappant à tout contrôle autre que celui des bandes armées. Derrière les Etats et derrière les seigneurs de guerre, il y a les rois des mines et les marchands de canons. Ils ont pignons sur rues dans les grandes

métropoles d'Europe et d'Amérique. L'enfer pour les populations pauvres du continent Africain, et le paradis pour les riches actionnaires des trusts et des banques. C'est aussi cela, le système capitaliste.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.